

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE
Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 26/04/2023

DELIBERATION N° 202304072

Objet : IMPREVISION – MARCHE d'ETUDES ENERGETIQUES

| | |
|-------------------------|----|
| Membres en exercice | 71 |
| Titulaires présents | 34 |
| Suppléants présents** | 16 |
| Suppléants votants | 12 |
| Total présents | 50 |
| Nombre total de votants | 46 |
| Vote POUR | 45 |
| Vote CONTRE (M. VARIN) | 1 |

Le quatorze février deux mille vingt-trois à 09 heures, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni au Restaurant le Saint Jacques - 38 Avenue Georges Pompidou à Périgueux sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

Date de convocation : 18/04/2023

Secrétaire de séance :

Monsieur Gilbert DE MIRAS

PRESENTS :

Lionel ARMAGHANIAN, Dominique DURAND, Jean-Jacques DUMONTET, Alain PIERREFITE, Sylvie COLOMBEL**,

Jean-Michel DREUIL, Michel LIGNAC**, Bernard FAGET, Joël EYMET, Jean-François LARAVOIRE, Daniel BRAULT**, Alain MARTY, Frédéric BEAUVIER, Denis BROUILLAUD, Jean-Marie MAIRE, Serge DOUMERC, Jean-Marie THOMAS, Jean-Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Florence GAUTHIER, Raymond MARTY**, Maurice CHABROL, Eric LAFONTAINE**, Béatrice HAGEMAN, Joël GADAUD, Michel DOBBELS**, Alain BUFFIERE, François COURTEY, Clovis TALLET, Gaston GRAND**, Dominique CAILLOU, Éric VARIN, Brigitte CABIROL, Claire HENON, Marc MELOTTI, Pierre CHEVALIER, Jean René BERTIN, Alain CASTANG, René VISENTINI, Alain LEGAL**, Patrick GUILLEMET**, Jean-François LABADIE**, Gilbert DE MIRAS, Patrick GRANEREAU**, Dominique IBERTO**, Anne MARCHAND.

**** Membres suppléants (12)**

Lesquels membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice et peuvent délibérer conformément aux dispositions de l'article L2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**** 4 suppléants en plus des titulaires sur un même secteur sont présents, ils ne pourront pas prendre part au vote, il s'agit sur le secteur 1 d'Antonio RODRIGUEZ, sur le secteur 10 d'Evelyne ROUX et de Gilbert JEGOU et sur le secteur 11 de Guy PIEDFERT.**

EXCUSES REPRESENTES :

Laurent PELLERIN, Jean-François PIBOYEU, Jean Louis CHAZELAS, Jean-François MATHIEU, Josiane SOURDET, Michel AUGIEX, Michel LAROUMAGNE, Henri TONELLO, Flore BOYER, Jean Luc SANCHEZ, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES.

ABSENTS EXCUSES :

Serge MAZE, Aude CRUVEILLER, Huguette VILLARD, Bernard MAZET, Josiane BOYER, Daniel CHAUME, Gilles BITTARD, Alain POINET, Jean François MARTINET, Christian BORDENAVE, Agnès DAURIAC, Claudine FAURE, MARIE Rose VEYSSIERE.

ABSENTS :

Patrick TREILLE, Josiane BOYER, Gilles BITTARD, Stéphanie CONTRERAS, Benjamin GLAISE, Pascal Cournarie, Francis JAGOURD, Éric DUBOIS, Jean-Pierre FRAY, Thierry BOIDE, Rodolphe DELCROS, Marc MATTERA.

ADMINISTRATIFS :

Camille BOULLEVEAU Directrice Générale des Services, Catherine DORET Directrice Générale Adjointe, Nicolas AUBIN Directeur des Travaux, du Contrôle et de la Régie, Estelle LACHAUD Directrice de l'Innovation, de la Transition Énergétique et de la Transversalité, Laurence MICHAUD Directrice du Pôle Finances et Corinne BATTISTON Assistante du Président et de la Direction.

INVITE PRESENT : M. Jean-Noël COUSTY, Payeur Départemental.

INVITE EXCUSE : M. Sébastien LAMONTAGNE, Préfet de la Dordogne.

Le marché de réalisation d'études énergétiques sur les bâtiments des collectivités de la Dordogne, reconductible, a été notifié aux 2 entreprises titulaires en juin 2021.

Depuis, le contexte international, lié à la crise sanitaire du Covid et à la guerre en Ukraine, a entraîné un renchérissement important des coûts de production et une inflation des prix. Les bureaux d'études sont donc confrontés à une problématique financière et travaillent à perte.

Vu les articles R. 2194-5 et R. 3135-5 du Code de la Commande Publique,

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 15 septembre 2022 relatif aux possibilités de modification des prix des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision,

Vu la fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques, mise à jour le 21 septembre 2022, sur les possibilités offertes par le droit de la commande publique de modifier les conditions financières et la durée des contrats de la commande publique pour faire face à des circonstances imprévisibles et articulation avec l'indemnité d'imprévision,

Considérant que le marché ne comporte pas de clause de révision des prix,

Considérant que les trois conditions permettant le recours à une modification pour circonstances imprévisibles sont réunies :

- 1 Les conséquences onéreuses excèdent ce qui pouvait être raisonnablement prévu,
- 2 La modification envisagée est nécessaire et proportionnée dans son principe, son montant et sa durée, pour faire face à la circonstance imprévisible,
- 3 Le montant de la modification n'excède pas 50 % de la valeur initiale du marché.

Il est proposé au Comité Syndical d'autoriser le Président à signer l'avenant au marché d'études, joint, entraînant l'intégration d'une clause de révision des prix du contrat sur la base de l'indice Ingénierie.

VU le rapport présenté par M. Lionel ARMAGHANIAN, 1^{ER} Vice-président,

Le COMITE SYNDICAL, à 45 votes POUR et 1 vote CONTRE (M. VARIN),

- **AUTORISE** le Président à signer l'avenant au marché d'études, joint, entraînant l'intégration d'une clause de révision des prix du contrat sur la base de l'indice Ingénierie.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président du SDE24,
Philippe DUCENE